



HAL
open science

L'Angola, un Eldorado pour la jeunesse portugaise?

Irène dos Santos

► **To cite this version:**

Irène dos Santos. L'Angola, un Eldorado pour la jeunesse portugaise?. Cahiers d'études africaines, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2016, Mobilités et migrations européennes en (post) colonies, 1-2 (221), <https://www.cairn.info/revue-cahiers-d-etudes-africaines-2016-1-page-29.htm>. ird-01985825

HAL Id: ird-01985825

<https://hal.ird.fr/ird-01985825>

Submitted on 26 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Angola, un Eldorado pour la jeunesse portugaise ?

Mondes imaginés et expériences de la mobilité dans l'espace lusophone

À partir des années 2000 les flux migratoires portugais vers l'Angola ont progressivement augmenté : environ 115 000 « Portugais » y seraient aujourd'hui installés selon l'Observatoire portugais de l'émigration¹. Ils y constitueraient la troisième population étrangère après les Chinois et les Brésiliens. Troisième puissance économique d'Afrique subsaharienne, le pays « séduirait » les Portugais, participant à ce mouvement d'« Européens qui émigrent en Afrique » : « Accablés par la crise économique et la dégradation de leurs conditions de vie, de plus en plus de citoyens grecs, espagnols ou portugais fuient vers le Sud »². Cette immigration économique dans l'ancienne colonie est considérée comme une « ironie de l'histoire »³, mais la situation est plus complexe qu'il n'y paraît : si cette mobilité renvoie à l'image de ces jeunes diplômés portugais sans emploi contraints d'émigrer vers une ex-colonie pour trouver du travail, dans les faits elle concerne surtout des « expatriés » originaires de l'ancienne puissance coloniale venus « travailler main dans la main » avec le régime de Luanda (Soares de Oliveira 2015). La question de la présence portugaise en Angola rejoint par certains aspects celle de la dénonciation du système politique oligarchique mis en place par José Eduardo dos Santos au pouvoir depuis trente-huit ans et de la compromission des

1. OBSERVATÓRIO DA EMIGRAÇÃO (2014) ; ces données sont également publiées en ligne, <www.observatorioemigracao.secomunidades.pt>. Cet observatoire a été créé en 2008 alors que l'émigration devenait un thème polémique dans l'espace politique portugais (DOS SANTOS 2013) ; son site recense près de deux cent pays de destination de l'émigration portugaise et fait l'objet d'une mise à jour régulière de données diversifiées : inscriptions consulaires dans les pays d'installation, transferts de capitaux par les migrants, créations d'associations, etc.
2. Publié en ligne le 2 juin 2012, <<http://www.atlantico.fr/pepites/debut-grande-fuites-europeens-qui-emigrent-en-afrique-recherche-travail-378722.html>>.
3. Cette expression fait référence à l'inversion du rapport de domination entre l'ancienne métropole et l'ex-colonie ; elle est fréquente à propos de l'Angola dans la presse internationale, voir par exemple CONCHIGLIA (2012).

Cahiers d'Études africaines, LVI (1-2), 221-222, 2016, pp. 29-52.

Portugais avec l'élite de Luanda⁴. Contrairement à 90 % de la population angolaise n'appartenant ni à l'élite ni à la classe moyenne urbaine, aux opportunités bloquées et aux espoirs trahis, à l'instar des populations d'autres pays africains (Piot 2012), les expatriés et entrepreneurs portugais ont bénéficié de la reconstruction du pays entreprise à partir de 2002, après quarante années de conflit : guerre d'indépendance (1961-1974), puis guerre civile (1975-2002). Une autre idée répandue chez les détracteurs du régime concernant la présence portugaise en Angola, marqueur des continuités coloniales, est qu'il serait « moins dangereux pour le régime d'importer des cadres du Portugal que d'éduquer le peuple »⁵.

L'Angola compte 24 millions d'habitants (autour de 5 millions pour la seule capitale, Luanda) et a connu un *boom* économique extraordinaire dans la période post-conflit, grâce à la production de pétrole, mais les indicateurs de développement y restent très bas puisque 70 % de la population vit sous le seuil de pauvreté⁶. La politique menée par le régime n'a permis de développer ni l'industrie ni l'agriculture et le pays reste extrêmement dépendant de la vente du pétrole (95 % des exportations). L'internationalisation de l'économie angolaise entamée depuis la fin des années 1990, qui a conduit à l'implantation d'entreprises étrangères sur le territoire, s'est aussi caractérisée par des investissements angolais à l'étranger, et au Portugal notamment. L'accélération de ces investissements à partir de 2006-2007 a engendré une relation de grande dépendance du Portugal vis-à-vis des élites angolaises, un « choix » de la part des dirigeants portugais qui dénoterait une posture de forte permissivité voire l'acceptation d'un certain néocolonialisme de l'ancienne colonie (Soares de Oliveira 2015).

Les relations actuelles entre l'Angola et son ancienne métropole ne peuvent être pensées en dehors du processus historique de la colonisation et de la décolonisation, qui lui-même s'inscrit dans la longue durée du projet impérial portugais : de la « découverte » vers 1482 des côtes du Kongo par l'explorateur Diogo Cão à la politique impériale menée à grand renfort de propagande par la dictature salazariste (1926-1974)⁷. C'est après la Seconde

4. José Eduardo dos Santos est depuis 1979 simultanément chef de l'État angolais et président du MPLA (Movimento popular de libertação de Angola). Ce parti fondé par Agostinho Neto, au départ mouvement de lutte anticolonialiste et d'orientation marxiste, est devenu hégémonique en 1976. Pour une analyse approfondie du processus politique qui a suivi l'indépendance, voir notamment C. MESSIANT (2008, 2009). Voir J. LIMA (2013) pour une analyse de la répression politique de la vague de protestation que connaît l'Angola depuis 2011, et R. SOARES DE OLIVEIRA (2015) pour une analyse fouillée du processus de constitution d'une oligarchie angolaise et des relations entre le Portugal et l'Angola.
5. Entretiens réalisés avec des chercheurs angolais, entre juin 2012 et juin 2013 à Luanda, Lisbonne et Paris.
6. L'indice de développement humain place le pays en 149^e position sur 185 en 2013 (PESTANA 2014 : 34).
7. Les causes de l'Empire n'ont pas uniquement été défendues par l'État Nouveau (1933-1974) et se confondent donc aussi avec les forces dites progressistes, la

Guerre mondiale, alors que le vent de la décolonisation souffle sur les autres empires coloniaux européens, que l'Angola et le Mozambique deviennent des colonies (officiellement, des « provinces ultramarines ») de peuplement. Entre-temps, l'Angola aura joué un rôle déterminant dans la traite négrière vers les plantations brésiliennes et antillaises — 45 % des quelques 1,6 millions d'esclaves transportés entre 1821 et 1852 (Enders 2013 : 67) — et concentré, à partir du milieu du XIX^e siècle, les espoirs d'un « nouveau Brésil en Afrique » après l'indépendance de la colonie sud-américaine en 1822. À la fin du XIX^e siècle, dans un contexte de compétition entre puissances européennes pour la mainmise sur les territoires africains riches en matières premières, le Portugal mène une politique plus offensive de peuplement vers l'intérieur du pays. En 1930, l'Acto Colonial met un terme au régime décentralisé d'administration des colonies, réaffirme le code de l'indigénat⁸ et la vocation impériale du Portugal. Mais c'est seulement à partir des années 1950, face aux pressions internationales pour l'émancipation de ses colonies, que le Portugal prend des mesures « libérales »⁹ et que les flux migratoires s'accroissent très rapidement : en Angola on dénombre 79 000 Européens en 1950 et 324 000 en 1973, pour une population totale d'environ 5 millions d'individus (Castello 2007). Les individus qui migrent vers l'Angola sont plus qualifiés que la moyenne des Portugais, dont les émigrants vers les autres pays (d'Europe notamment où se déverse illégalement la majorité des flux des années 1960). Ces nouveaux colons vont travailler dans le commerce, l'administration publique et les services, principalement en milieu urbain (*ibid.*). Resté sous-développé à l'image de sa métropole qui se distinguait à l'époque des autres pays d'Europe occidentale par son refus de modernité¹⁰, l'Angola connaît néanmoins un développement économique généralisé entre 1961 et 1970 (Wheeler & Pélissier 2009). En 1975, les quelques 350 000

législation discriminatoire à l'égard des « Indigènes » ayant été adoptée en 1910, sous la première République (1910-1926). Sur le projet impérial du Portugal et sur la colonisation de l'Angola en particulier, voir notamment R. PÉLISSIER (1978), J.-C. HENRIQUES (1995), V. ALEXANDRE (2000, 2004), C. CASTELLO (2007), C. MADEIRA-SANTOS (2009) ; pour une synthèse sur l'« Afrique lusophone », voir A. ENDERS (2013).

8. Aboli en 1961.
9. Après une politique impériale protectionniste et civilisatrice, fondée sur l'idée de l'existence de cultures inférieures, l'Empire colonial portugais devient l'Outremer portugais et l'État Nouveau a alors recours, dans les années 1950 à 1970, à la théorie du lusotropicalisme, pour distinguer la colonisation portugaise de celles des autres puissances européennes. Formalisée dans les années 1950 par le sociologue brésilien Gilberto Freire, le lusotropicalisme désigne la propension — supposée unique — des Portugais à se mélanger aux autres cultures, et illustrée par le « métissage » à l'origine de la civilisation luso-brésilienne (CASTELO 1999). Il a servi d'alibi scientifique à la perpétuation de la présence portugaise outremer face aux pressions internationales et au processus global de décolonisation qui a suivi la Seconde Guerre mondiale (voir également *LUSOTOPIE* 1997).
10. Le Portugal a connu la plus longue des dictatures de droite du XX^e siècle européen (1926-1974).

Portugais d'Angola — descendants de la bourgeoisie coloniale arrivée fin XIX^e-début XX^e siècle, petits fonctionnaires coloniaux recrutés à partir des années 1930 et migrants plus récents — sont massivement rapatriés par pont aérien, laissant derrière eux ce qui leur apparaîtra comme étant « la civilisation » quand ils arrivent à Lisbonne¹¹. Ils quittent pourtant un pays où le processus de décolonisation, qui a favorisé l'instauration d'un régime de parti unique dans la postindépendance, a engendré l'une des plus violentes guerres civiles du continent africain (un million de morts et plusieurs millions de déplacés).

C'est dans ce contexte à la fois historique, économique et politique, qui interroge les continuités et les ruptures sociohistoriques, qu'une accélération des flux migratoires a été observée entre le Portugal et l'Angola. Bien que la majorité des flux récents soit intra-européenne¹², l'émigration de Portugais vers l'Angola, mais aussi vers le Mozambique et le Brésil frappe les imaginaires car ces pays sont associés à l'histoire coloniale portugaise et de manière générale au renversement des rapports Nord/Sud.

Dans le cas luso-angolais ce renversement revêt deux aspects simultanés : d'une part, des investissements économiques massifs de l'Angola au Portugal, dans les secteurs bancaire, de l'immobilier, des télécommunications et des médias et, d'autre part, l'immigration de jeunes diplômés venant palier le manque de main-d'œuvre qualifiée et s'imaginant, dans certains cas, pouvoir « venir faire fortune » en Afrique.

Qui sont précisément ces Portugais qui décident de partir travailler en Angola et quelles sont leurs motivations ? Quelles aspirations et quels imaginaires fondent leurs mobilités ? Quelles ressources économiques, sociales, culturelles, identitaires, voire mémorielles sont mobilisées dans ces parcours ? Quel sens donnent-ils aux lieux et aux espaces où ils se déplacent et à leurs propres expériences du déplacement ? Cet article interroge l'articulation entre les notions de subjectivités migrantes (Andrijasevic & Anderson 2009) et celles de mémoires familiales (Baussant *et al.* 2015) et de liens intergénérationnels (Levitt & Waters 2002) dans le cadre de migrations européennes vers l'Afrique, historiquement associées à l'histoire des empires coloniaux.

L'étude, qui cherche aussi à dépasser une approche uniquement *push-pull* de ces flux migratoires, est fondée sur des données empiriques tirées d'un *corpus* composé de récits de vie et d'observations de terrain. L'enquête ethnographique a été menée entre 2011 et 2013 à Lisbonne (Portugal) et à

11. Une des rares études menées au Portugal sur le phénomène des « *retornados* » a montré leur intégration rapide à la société portugaise malgré leur poids démographique, mais aussi l'existence de représentations négatives de l'émigration vers les colonies africaines et d'une stigmatisation raciale des « *retornados* » (PENA PIRES 1984 ; LUBKEMANN 2002). Du fait de leur qualification professionnelle, les rapatriés qui ont intégré massivement la fonction publique ont joué un rôle important dans la construction du Portugal post-25 avril.
12. Et s'inscrivent dans la continuité d'une émigration qui est structurelle depuis le milieu du XIX^e siècle.

Luanda (Angola) auprès d'une vingtaine d'individus mobiles et de leurs familles¹³. Je propose ici de confronter les aspirations et les trajectoires de différentes figures de « mobiles » : migrants économiques, expatriés, descendants de « *retornados* », bi-nationaux, en partant des portraits de trois individus rencontrés pour la première fois à Luanda.

Portrait (1) : Nuno, ingénieur civil architecte, en Angola depuis 2006

Nuno, 38 ans, explique être venu en Angola « par choix » et non contraint par la crise économique : « [...] j'avais la possibilité de continuer à travailler au Portugal mais j'ai insisté auprès de mon entreprise pour aller travailler en Angola »¹⁴. Il raconte avoir été le premier ingénieur civil de son entreprise à partir en Angola, en avril 2006 quand son entreprise a obtenu des contrats de marchés publics angolais dans la construction, mais à « une époque où la majorité des Portugais ne voulait pas venir ». Il était alors âgé de 32 ans et deux raisons expliquent son choix. La première, d'emblée formulée, renvoie à sa naissance en Angola, pays qu'il a quitté à l'âge de neuf mois et dont il a « toujours entendu parler » : « J'ai grandi en entendant des histoires d'Angola et il y a toujours eu cette curiosité en moi. » À son arrivée, Nuno s'est installé dans un appartement de la périphérie de Luanda où « l'électricité manquait parfois 24 heures sur 24 » : « J'ai l'habitude de dire à mes collègues qui maintenant viennent travailler pour l'entreprise, qu'ils ont leur logement déjà loué, avec groupe électrogène, réservoir d'eau et bouteille de gaz. Quand je suis arrivé il n'y avait rien de tout ça [...]. Ça a été un choc. C'est toujours l'Afrique pure et dure ! » Nuno se compare à d'autres collègues portugais qui ne sont restés qu'une semaine ou un mois car ils « n'ont pas supporté de vivre ici. Ils sont repartis encourant le risque de se retrouver sans emploi au Portugal »¹⁵.

La seconde raison, qui apparaît au fil de l'entretien, renvoie à la situation économique du Portugal. Nuno explique que son secteur d'activité (BTP) est en crise pour au moins vingt ans. Son départ visait à anticiper le risque de précarité professionnelle à venir.

Lorsque je le rencontre pour la première fois, il est en Angola depuis six ans et envisage d'y rester : « Tant que je suis bien j'y reste. » Il vit en couple dans une résidence sécurisée (*condomínio fechado*) et complètement

13. Cette recherche s'inscrit dans un projet de postdoctorat intitulé : « Legs contemporains du colonialisme dans la société portugaise au prisme des migrations », financé par la Fundação para a Ciência e a Tecnologia (ministère portugais de la Recherche et de la Technologie) (2011-2014).

14. Tous les entretiens se sont déroulés en langue portugaise et sont traduits par moi. Il s'agit d'entretiens semi-directifs et non directifs plusieurs fois répétés avec le même interlocuteur (parfois *via* internet).

15. Le taux de chômage était de 9 % en 2006 lorsque Nuno émigre, en 2012 (date de l'entretien) il atteignait 17 %, touchant aussi les jeunes diplômés (Eurostat).

équipée¹⁶, située dans un des nouveaux quartiers de Luanda Sul : « J'ai ma femme à mes côtés ce qui facilite l'intégration¹⁷. [...] Nous sommes tous les deux là et nous y sommes bien, chacun a un emploi stable, de bons salaires, de bons amis, de bonnes relations sociales : je n'ai pas l'intention de rester ici pour toujours mais je n'envisage pas de partir de sitôt. » Pourtant sa présence dans le pays reste précaire dans la mesure où elle dépend du renouvellement de son visa de travail. C'est pour dépasser cette situation que Nuno a fait une demande d'acquisition de la nationalité angolaise deux ans après son arrivée (2008), avant l'expiration de son visa de travail¹⁸. Sa naissance sur le territoire angolais lui ouvre le droit à la nationalité (sans pour autant être déchu de la portugaise), mais la destruction des archives de l'état civil au cours de la guerre (ville de Kuito, dans la région intérieure de Bié) et un conservateur en chef récalcitrant ont compliqué la procédure (Nuno n'ayant pas été baptisé, il n'a pu avoir recours aux registres paroissiaux). Lorsqu'il a relancé la procédure en 2010, un décret de loi visant à modifier le droit d'accès à la nationalité pour les personnes nées en Angola de parents nés à l'étranger est venu de nouveau contrarier son projet¹⁹. Il continue à renouveler annuellement son visa de travail, mais envisage, en cas de besoin, de partir travailler au Mozambique ou même au Brésil d'où sa femme est originaire.

Portrait (2) : António, entrepreneur devenu luso-angolais

Lorsque je rencontre António, 42 ans en 2012, bi-national, il est le chef cuisinier d'un restaurant gastronomique portugais de Luanda²⁰. Le restaurant

-
16. L'accès à l'eau et à l'électricité étant très problématique et inégalement réparti selon les quartiers de la capitale dans laquelle les inégalités s'inscrivent de manière flagrante dans l'espace. Notons que des milliers d'Angolais ont trouvé refuge à Luanda au moment de la guerre civile, installés dans des bidonvilles surpeuplés (*musseques*) sans infrastructures (écoles, hôpitaux) ni services en eau, électricité, assainissement.
 17. Immigrée brésilienne au Portugal, elle a rejoint son mari en Angola un an après l'arrivée de ce dernier ; le couple attend un enfant.
 18. Renouvelé annuellement, ce dernier ne peut normalement dépasser trois ans. Mais des exceptions semblent exister, comme le montre l'exemple de Nuno. Les employés de certaines entreprises qui travaillent pour des marchés publics angolais obtiennent des visas de travail plusieurs fois consécutives.
 19. Les parents de Nuno, nés au Portugal (région d'Alentejo), sont arrivés en Angola en 1953 pour le père, 1964 pour la mère. Le père venait rejoindre des membres de sa famille installés en Angola depuis une génération et qui y tenaient de petits établissements commerciaux (épiceries, commerce d'outils pour l'agriculture).
 20. En 2012, « sur les cinq cent trente-deux entreprises étrangères présentes en Angola — et contrôlant 40 % du produit intérieur brut —, 38 % sont portugaises (18,8 % chinoises) [...] » (CONCHIGLIA 2012 : 19). Il s'agit dans les faits d'entreprises détenues à 50 % par des capitaux angolais, la loi obligeant les entreprises étrangères à s'associer à des entités angolaises.

venait d'être inauguré en grande pompe par un entrepreneur portugais d'une soixantaine d'années qui investit en Angola depuis 2002, dans le marché du luxe destiné aux riches élites de la capitale²¹. Les cadres de l'entreprise et le personnel qualifié sont portugais, le personnel non qualifié étant angolais. Le personnel portugais occupe des logements attenants au restaurant, des petits *bungalows* modernes construits par le patron « pour vivre en autarcie ».

António a émigré en 2011 suite, raconte-t-il, à l'échec de plusieurs projets professionnels au Portugal : ouverture d'un restaurant ayant fait faillite, puis d'un commerce de vêtements. Il interprète sa migration comme son unique chance de sortir de la précarité économique. Il raconte avoir « été invité par un ami portugais, chef exécutif dans un hôtel 5 étoiles de Talatona (un de ces nouveaux quartiers modernes construits au sud de Luanda) au moment où la situation économique était très instable au Portugal. L'Angola a un potentiel énorme, impressionnant ! [...] Mais j'ai toujours eu envie de revenir ici, d'où je suis parti à l'âge de 7 ans ». António est né en Angola en 1970. Sa famille a fait partie des quelques 500 000 « *retornados* » rapatriés des ex-colonies africaines par pont aérien en 1975. Il raconte : « J'en avais de bons souvenirs, je me suis toujours identifié à cette culture et durant tout le temps passé au Portugal on a toujours continué à avoir un lien. » En 2005, à 35 ans, il fait un premier séjour en Angola avec un visa de résidence ordinaire de trois mois au cours duquel, avec l'aide du service des ressources humaines de l'hôtel qui souhaite l'embaucher, il fait les démarches administratives d'acquisition de la nationalité angolaise.

En 2012, c'est à travers les réseaux sociaux et économiques de son père, qui a continué à faire des allers-retours entre Lisbonne et Luanda après l'indépendance, qu'António espère trouver un nouvel emploi après avoir démissionné de son poste de chef cuisinier²². Il explique : « Grâce au passeport angolais je peux entrer et sortir. Je veux voyager, partir en vacances [au Portugal] travailler comme il se doit [...]. Je suis enfin complètement légal. » Mais, surtout, l'acquisition de la nationalité angolaise lui fait espérer une intégration économique plus rapide : il projette en effet de créer sa propre entreprise sans avoir la nécessité de recourir à un associé angolais. António projette aussi de faire venir sa femme et ses enfants dès qu'il aura les moyens de leur offrir « une vie agréable », ce qui à Luanda, une des villes les plus chères au monde, signifie pour lui un logement confortable dans une de ces résidences sécurisées et une école internationale pour les enfants. Depuis 2012, il a « tenté sa chance » dans plusieurs régions de

21. Il s'agit d'un entrepreneur transnational qui vit à Lisbonne et circule entre les deux capitales avec un « visa privilégié ». C'est sa femme, issue d'une famille de rapatriés qui lui a « ouvert la voie [économique] en Angola ».

22. Le père est pilote d'avions commerciaux. À l'occasion d'un deuxième entretien, j'apprendrai qu'il avait fondé une seconde famille en Angola, António ayant une demi-sœur dont il ne connaissait pas l'existence.

l'Angola, la dernière fois dans un hôtel-restaurant de luxe de la ville portuaire de Lobito où la présence portugaise séculaire reste aujourd'hui très importante et où « la vie est plus paisible » qu'à Luanda²³.

Portrait (3) : Joana, consultante financier en entreprise, « expatriée » temporaire depuis 2012

Joana, 28 ans, est issue de la bourgeoisie de Porto. Elle travaille au Portugal comme consultante financier auprès d'entreprises et part deux fois par an travailler pour trois mois à Luanda (avec un visa ordinaire à entrées multiples) où elle exerce la même activité auprès d'entreprises angolaises (conseils en gestion, comptabilité, etc.). Elle explique être un des rares cadres de son entreprise (un cabinet de conseil) à accepter ces missions qu'elle considère « professionnellement valorisantes ». Lors de chaque mission elle parvient à économiser une grande partie des indemnités de déplacement versées par l'entreprise, soit 500 dollars mensuels environ, une somme coquette dans un contexte où beaucoup de jeunes diplômés portugais touchent le salaire minimum (autour de 400 euros) ou sont au chômage. Joana raconte que les conditions de vie et de travail sont difficiles à Luanda : « Le local de travail est sordide », et l'absence de chauffeur payé par l'entreprise l'oblige à conduire elle-même ses collègues chez les clients. Elle raconte aussi que « les employés locaux sont paresseux, ils ne comprennent pas qu'on puisse autant travailler, d'ailleurs ça les fait bien rire [...]. On vient [en Angola] car ils ont besoin de nous ! » L'Angola constitue pour elle « un sacrifice » qu'elle ne consentira pas à faire sur le long terme, son employeur n'y mettant pas suffisamment de moyens financiers. Elle explique que cette situation l'empêche de construire une vie de famille : du fait de ses absences régulières du Portugal, mais aussi parce qu'elle ne s' imagine pas vivre en Angola où sa vie sociale est très limitée. Elle s'installe avec deux ou trois collègues dans une maison d'hôtes (*guesthouse*) du vieux centre de Luanda (Baixa) et y fréquente le soir des petits restaurants portugais souvent plus abordables que ceux de l'Île de Luanda de l'autre côté de la baie. Joana explique qu'elle travaille tellement qu'elle ne peut profiter du pays contrairement à d'autres expatriés qui profitent de leurs *week-ends* pour se rendre dans le Sud-Ouest (province de Namibe). Elle explique aussi qu'elle ne fréquente pas d'Angolais : « En tant que femme seule, je ne leur fais pas vraiment confiance », tout en

23. Ancien port négrier pour le Brésil, Lobito est aujourd'hui le deuxième port de fret de l'Angola. De Lobito part la ligne de chemin de fer de Benguela qui dessert l'intérieur du pays jusqu'à la République démocratique du Congo et la Zambie. Dans cette région appelée « couloir de Lobito » le potentiel de développement économique, notamment agricole, est particulièrement important (PESTANA 2014 : 30 sq.).

précisant qu'« il n'y a de racisme ni de la part des Angolais, ni des Portugais [...] mais nous sommes trop différents. On s'entend mieux avec les Brésiliens : nous sommes frères ». Son rêve est de partir travailler au Brésil.

Mobilités économiques des jeunes Portugais diplômés vers l'Angola : pas des subalternes !

Les histoires personnelles et familiales, les profils sociologiques et types de mobilités des Portugais rencontrés à Luanda sont divers, trois aspects apparaissent cependant de manière récurrente dans les témoignages recueillis, relevant de la volonté de se démarquer de la figure de l'émigrant économique portugais subalterne en Europe : le fait d'être en Angola par « choix » et non par nécessité économique ; l'idée que l'Angola « a besoin » d'eux et de leurs compétences pour se développer ; partir travailler en Angola constitue un « défi » personnel, un « exploit » que seule une minorité des Portugais aurait consenti à faire.

En 2013, l'Angola se situe au sixième rang des pays de destination des flux migratoires portugais avec un peu moins de 5 000 entrées (contre 30 000 entrées au Royaume-Uni) (Observatório da Emigração 2014 : 43). De nos jours et contrairement à la mobilité économique intra-européenne qui bénéficie de la libre circulation dans l'espace Schengen, partir s'installer et travailler en Angola requiert des démarches administratives chronophages et coûteuses pour l'obtention d'un visa de travail. Immigrer en Angola n'est pas aisé, y compris pour les Portugais, contrairement à ce que pourrait laisser croire la construction politique d'un espace « lusophone »²⁴. L'immigration y est considérée comme un sujet sensible, notamment associé aux migrants illégaux venus des pays africains limitrophes. À partir de 2010, face à la crise économique portugaise, les autorités angolaises ont fait état de leur crainte que le Portugal n'exporte son chômage, mettant en concurrence la main-d'œuvre qualifiée portugaise avec la jeunesse angolaise expatriée, appelée à rentrer. L'ouverture du pays aux capitaux étrangers avec le passage à l'économie de marché s'est aussi traduite par une « angolisation » de la main-d'œuvre et l'établissement de lois protectionnistes sur le marché du travail. En février 2011, vingt Portugais ont été interpellés à l'aéroport de Luanda par le service des migrations et des étrangers. Leurs visas ayant été jugés falsifiés, les autorités angolaises les ont ensuite renvoyés vers Lisbonne. En juillet de la même année, quarante deux Portugais ont aussi été expulsés d'Angola où ils travaillaient clandestinement. Selon un responsable angolais des services de l'immigration, ces Portugais se sont vus refuser

24. Sur les idées(ologies) de « monde lusophone », « lusophonie » questionnées dans une perspective historique, voir M. CAHEN (2012), E. MORIER-GENOUD et M. CAHEN (2012). Les auteurs s'interrogent sur la possibilité que d'un empire colonial (ici, celui portugais) puisse résulter des « espaces sociaux autonomes de migration ».

l'entrée sur le territoire pour diverses raisons : manque de moyens de subsistance, visa expiré, mauvais état du passeport, non-paiement d'une amende pour un précédent séjour illégal et outrage à l'autorité. Les refoulements d'Angolais voulant pénétrer sur le territoire portugais n'ont pas été autant médiatisés, mais les observations de terrain montrent les importantes files d'attente qui existent des deux côtés, devant le consulat angolais à Lisbonne mais aussi devant le consulat portugais à Luanda. En septembre 2011, un protocole bilatéral de facilitation des visas a finalement été signé pour cinq ans. Ce dernier a notamment visé l'accélération des procédures : trente jours pour obtenir un visa de travail (visa dit de longue durée, valable trois ans et permettant de multiples entrées) octroyé, côté angolais, aux travailleurs impliqués dans des « projets de reconstruction nationale certifiés et homologués par le Comité technique ». Ce protocole prévoit aussi un visa ordinaire de courte durée (de présence continue ou discontinue de quatre-vingt-dix jours maximum par semestre) délivré sous huit jours à des individus souhaitant « faire de la prospection de marché », « développer des contacts dans le domaine commercial », à des « entrepreneurs et investisseurs » et dans le cadre « d'actions de formation »²⁵. En avril 2015, les visas ordinaires et de tourisme octroyés par les autorités angolaises sont devenus des visas « à entrées multiples », facilitant les allers et venues de certains individus, notamment des Portugais rendant visite à des membres de leur famille travaillant en Angola²⁶.

L'analyse toujours délicate des chiffres disponibles sur les flux migratoires, ici confrontée aux données empiriques recueillies sur le terrain montre que si la situation de grave crise économique et sociale que le Portugal connaît depuis 2008 a alimenté les flux, les départs vers l'Angola ont commencé avant. En 2002, à la fin de la guerre civile en Angola, c'est sur des liens sociaux, économiques et culturels transnationaux directement issus de l'époque coloniale que les flux migratoires portugais ont pris appui²⁷. Ces flux se poursuivront probablement après la crise, au gré de la situation économique des deux pays (bien que l'économie portugaise soit devenue très dépendante de l'angolaise), et des relations bilatérales complexes liées au passé colonial commun. À l'été 2015, la baisse du prix du pétrole qui a engendré une baisse des recettes de l'État et le recul du nombre de marchés

25. Il existe quinze types différents de visas côté angolais (dont deux rattachés au Protocole bilatéral : un visa de travail et un visa ordinaire de courte durée), contre trois côté portugais (de courte durée, temporaire et de long séjour).

26. Il est important de noter que les autorités portugaises demandent à leurs ressortissants ayant les deux nationalités, portugaise et angolaise, de voyager avec leurs deux passeports en cours de validité, obligeant de ce fait ces citoyens binationaux à voyager avec un visa.

27. Des travaux menés sur les entrepreneurs ismaéliens montrent que les ismaéliens portugais ont commencé à investir dans le pays à partir de 1989, leurs investissements n'ayant cessé d'augmenter et de se diversifier depuis (TROVAË & BATOREU 2013).

publics dans le secteur économique du bâtiment a eu pour conséquence des flux de retour de travailleurs portugais.

Ici, l'approche privilégiée par la théorie économique standard des migrations internationales, celle du *push and pull* (appel de main-d'œuvre contrôlé par l'État angolais d'un côté et, de l'autre, main-d'œuvre d'un pays européen en crise), si elle n'est pas suffisante (Portes & Borocz 1989), reste heuristique en permettant de dégager deux types de profils de « mobiles ». Le premier, classique, du « migrant économique » contraint à la mobilité pour sortir d'une situation de précarité économique, sans pour autant faire l'expérience, en contexte africain, d'une déclassification sociale. À l'instar d'António, le portrait décrit plus haut, il s'agit dans le cas luso-angolais de travailleurs qualifiés dont il est intéressant de mettre en évidence les liens familiaux passés avec l'Angola, j'y reviendrai. Le second profil qui se dégage est celui de travailleurs qualifiés et très mobiles recrutés au Portugal²⁸. La durée de leur mobilité varie de trois mois à trois ans, beaucoup effectuant des séjours de trois mois plusieurs fois par an. Ces travailleurs renvoient à la figure de l'expatrié cosmopolite (Beck 2006), un cosmopolitisme cependant restreint ici à l'« espace lusophone » (Angola, Brésil, Mozambique, Cap Vert, Guinée Bissau).

Ces catégories d'analyse — migrant, émigrant/immigrant, travailleur mobile, expatrié — qui aident à penser la mobilité contemporaine dans un monde global, renvoient à des trajectoires qui dans la réalité ne sont pas figées. Les données empiriques montrent comment certains parmi les plus mobiles ont aspiré à rester plus longtemps après une première expérience satisfaisante. C'est le cas d'un interlocuteur de 37 ans, juriste dans une multinationale de *consulting* à Luanda. Il raconte être venu une première fois en 2009, comme consultant pour un cabinet d'avocat portugais « travaillant avec l'Angola » : « [...] à un moment où on commençait à entendre parler de l'Angola au Portugal ». Cette période correspond à une visibilité accrue dans l'espace public portugais de l'influence grandissante de l'Angola, liée aux investissements massifs de capitaux angolais dans des entreprises portugaises, et une croissante visibilité de l'élite angolaise à Lisbonne²⁹. S'en est suivie la promotion de l'Angola comme « Eldorado » par certains politiques et entrepreneurs portugais. Cet interlocuteur explique lui aussi : « [...] Je n'avais pas le besoin économique de venir mais c'était un défi. » Il raconte ses déplacements de trois mois, à l'instar de Joana dont le parcours est décrit plus haut : « Le temps passe très rapidement, on vit en accéléré, sans cesse dans le changement. On a un but. On pense au jour du départ. On

28. Par des entreprises portugaises travaillant en « partenariat » avec l'Angola et des entreprises à capitaux étrangers majoritairement angolais (cas de figure qui s'est beaucoup accentué à partir de 2006-2007 lorsque l'Angola est devenu de plus en plus influent dans l'économie portugaise).

29. À l'instar d'Isabel dos Santos, fille aînée du président angolais, entrepreneur, dont on retrouve le portrait dans des encarts publicitaires des rues de Lisbonne ou à l'aéroport.

vit comme ça, pas comme si c'était une peine de prison mais bon ça aide de savoir qu'on est ici pour travailler. » Comme Joana, il explique avoir accepté ces missions pour « raison économique, pour améliorer [sa] vie, [tout en ayant] des garanties au niveau de sa carrière professionnelle ». Après un premier contrat annuel, il est retourné travailler à Lisbonne pendant un an, s'y est marié et a eu un enfant, avant d'accepter un nouveau contrat, en 2011 : « L'entreprise m'a offert des conditions qui ne se refusaient pas. Au début j'ai dit que je n'étais pas intéressé, mais j'ai fini par accepter. » Lorsque je le rencontre en novembre 2012 à Luanda, sa femme et son enfant viennent de le rejoindre et la famille s'est installée dans un petit appartement confortable du vieux centre de Luanda et envisage de rester quelques années.

L'« angolisation » de l'économie portugaise rend ce type d'expérience professionnelle *in situ* particulièrement intéressant pour les jeunes cadres, car elle est susceptible de constituer un accélérateur de carrière une fois de retour en Europe. À ceci près que toutes les entreprises ne semblent pas garantir à leurs expatriés des conditions de vie équivalentes à celles de la bourgeoisie luandaise, compromettant ainsi le statut social de ces travailleurs mobiles qualifiés, comme le montre l'expérience de Joana ou encore celle de Nuno en début de contrat : « Quand je suis arrivé il n'y avait rien de tout ça [groupe électrogène, réservoir d'eau, bouteille de gaz] [...]. »

Cet ingénieur architecte dont le parcours est décrit plus haut, explique que, à l'instar du jeune juriste, il avait « le choix », « la possibilité de rester au Portugal » : « J'ai insisté auprès de mon entreprise pour aller travailler en Angola. » Sa motivation est à mettre en relation avec son histoire personnelle et ses liens passés avec ce pays. Mais avant d'évoquer cette question, il est intéressant de montrer qu'en insistant sur « le désir » qui a motivé son départ en 2006, à « une époque [précise-t-il] où la majorité des Portugais ne voulait pas venir », il cherche à se distinguer des individus de sa génération, des « émigrants » venus en Angola car contraints par la crise économique au Portugal.

Nuno raconte qu'il a beaucoup voyagé pour son travail, en métropole et aux Açores où il a vécu quatre ans : « J'ai l'habitude de dire que je suis sans terre. » Lorsque je lui demande s'il est un « immigrant », Nuno sourit gêné : « C'est différent... [silence]. »

Ce témoignage, comme celui du juriste évoqué ci-dessus qui insiste sur le fait qu'il n'était ni au chômage ni « dans une situation désespérée » lorsqu'il a accepté de venir travailler en Angola, montre cette volonté de distinguer une mobilité professionnelle socialement valorisée — souvent désignée comme « expatriation » — d'une migration économique contrainte et socialement disqualifiante. Mais une autre distinction entre catégories de mobiles/migrants qui apparaît au fil des récits, montre que la question ne relève pas uniquement du statut social des individus. Lorsque je demande à António (le chef cuisinier venu en Angola pour sortir d'une situation de précarité après deux faillites économiques) en quelle année « il a émigré », il répond

avec un rire gêné sur lequel je lui demande de s'expliquer : « C'est ce terme émigrant. Nous Portugais sommes émigrants depuis le début de notre histoire. Je suis juste un émigrant de plus. Mais c'est vrai que le terme a une connotation... [il hésite]... Il renvoie au Portugais qui revient au pays, qui vient participer à la fête du mois d'août³⁰. En ce moment cela se produit de nouveau, les Portugais sont en train de partir pour essayer d'avoir quelque chose dans la vie. Je ne me considère pas comme un émigrant. J'essaie de me fixer. »

Bien que contraint au départ, António ne se considère donc pas comme un « émigrant », dont il cherche à se distinguer. La représentation de sa mobilité s'inscrit-elle dans la continuité de celle des aînés, parents et grands-parents³¹ ? Pour António, la réussite socioéconomique à laquelle il aspire en tant qu'entrepreneur, devenue impossible dans un Portugal en crise, trouve son prolongement « naturel » en l'Angola, pays où il est né. Cette pratique déjà observée chez les descendants de migrants (dos Santos 2007 ; King & Christou 2010) et qui repose sur des liens culturels, sociaux, économiques transnationaux hérités et réappropriés, ainsi que sur la bi-nationalité, est souvent vécue par les protagonistes comme un « retour » dans un pays où ils seraient attendus comme des fils prodiges. Qu'en est-il du « retour » dans ce contexte africain, quand le pays d'installation est une ancienne société coloniale ?

Son récit, qui mentionne un désir de « fixation » associé à une implication dans le devenir de la société angolaise, constitue une posture visant à se démarquer des travailleurs portugais expatriés. Cette représentation de l'« expatrié » portugais venu, en « bon » néocolonialiste, profiter des richesses du pays, en collusion avec l'oligarchie angolaise, est souvent dénoncée par les opposants au régime, mais dans ce contexte migratoire elle met aussi en lumière une autre rivalité : celle naissante entre les familles métisses « luso-angolaises » restées après l'indépendance et constituant une élite et les Portugais « blancs » récemment arrivés. Ce qu'illustrent ces paroles d'une chanson d'un jeune « métis » (« *mestiço* »)³² luso-angolais :

« merci,
de la dure comparaison,
qui te donne satisfaction,
de la fausse confiance début de la décadence

30. Référence aux paysans analphabètes qui ont quitté le pays sous la dictature d'Antonio de Oliveira Salazar, dans les années 1960-1970, rentrant ensuite tous les étés au village où ils affichaient de manière ostentatoire leur réussite.

31. Ses arrières grands-parents maternels ont émigré en Angola au début du XX^e siècle (son grand-père était instituteur) et ses grands-parents paternels, commerçants, dans les années 1950-1960.

32. Utilisée ici comme une catégorie étnique qui renvoie à une construction sociale de la race héritée de la politique de la race à l'époque coloniale : voir DE MATOS (2013) ; voir aussi SAADA (2007) pour une analyse de la catégorie se rapportant à la colonisation française.

car, tu m'as volé mon sol tout en disant que c'était une passion,
ta cruelle planification
et moi, j'étais un outil de plus [...] »³³.

Continuités et ruptures post-coloniales : quelle place pour les Portugais en Afrique ?

La présence d'individus ayant une histoire passée avec l'Angola parmi les migrants portugais rencontrés à Luanda pose la question des liens que les familles rapatriées ont gardés, de leur rapport à l'Afrique, mais aussi au passé commun. Bien que ce ne soit pas ici le lieu d'approfondir la question de la « mémoire coloniale » (Aires Oliveira & Castelo 2005-2006), deux aspects doivent néanmoins être évoqués pour saisir les imaginaires qui circulent avec les individus.

Il existe un tabou sur la décolonisation au Portugal et une nostalgie de l'empire. Depuis la perte de son empire, le Portugal n'a cessé de réinventer sa présence dans le monde : à travers sa « diaspora » (Feldman-Bianco 1995 ; Dos Santos 2015) et dans la construction d'un « espace lusophone » (institutionnalisé, en 1996, par la création d'une Communauté des pays de langue portugaise [CPLP]) (Cahen 1997). D'après l'anthropologue C. Lubkemann (2002), les « *retornados* » ont d'ailleurs participé, à partir des années 1990, à la réinvention d'une identité nationale postcoloniale en voyant leur identité valorisée en qualité de vecteur de la présence portugaise dans le monde. La mise en visibilité d'une « mémoire coloniale » dans la société portugaise date des années 2000, le passage de la sphère privée, intime et familiale à la sphère publique s'étant opéré notamment à travers la publication d'un ensemble de romans autobiographiques évoquant le retour traumatique des « *retornados* », de films documentaires, d'une série télévisuelle (en 2013, intitulée « Après l'adieu »)³⁴. La « question coloniale » n'a pas été mobilisée politiquement par l'immigration africaine présente au Portugal depuis les années 1980 afin de dénoncer le racisme et les discriminations dont elle est victime³⁵.

Les entretiens menés auprès des familles de rapatriés ont montré qu'il existe une forte nostalgie de leur vie en Afrique, exprimée à travers le

33. « J'suis/si/bien/ici » (« *Totãobemaki* », chanson de Nuno Beja, Luanda, novembre 2012).

34. Elle a néanmoins surgi dès les années 1980 dans la littérature portugaise et à la fin des années 1990 à travers la multiplication des récits publiés par les combattants des guerres coloniales.

35. Lors d'un terrain mené à Lisbonne à l'occasion des commémorations du Jour de l'Afrique (25 mai 2012), j'ai eu l'occasion d'observer des jeunes artistes « lusofrancophones » proposant au public, dans le cadre d'une performance, de « désoccuper notre tête du lusotropicalisme » (sur le lusotropicalisme, se reporter à la note n° 9).

concept de « *saudade* »³⁶. Ce récit unifié évoque un temps passé idéalisé composé d'une vie sociale intense entre familles « portugaises », et d'une relation spéciale au territoire africain (à sa nature) et à sa population³⁷. L'« expérience africaine » qu'ils ont vécue il y a quarante ans continue de les différencier des autres Portugais et le sentiment d'avoir « quitté la civilisation » en partant d'Afrique est récurrent dans les récits³⁸. La grande majorité de ces familles n'a pas vécu avec l'espoir de retourner un jour en Afrique. Les rapatriés adultes, aujourd'hui âgés de plus de soixante ans, s'en justifient en affirmant que le pays tel qu'ils l'ont aimé « n'existe plus ».

Depuis quarante ans les liens avec l'Angola ont de ce fait été maintenus à distance par le biais d'une « mémoire de l'exil » (Baussant 2002) et la reconstitution de lieux et de pratiques de sociabilité, comme le montrent les rencontres annuelles organisées par des associations de rapatriés, les reportages photographiques qui circulent sur Internet comparant l'Angola passé avec l'Angola actuel, mais aussi des pratiques alimentaires et des objets « africains » qui décoorent l'intérieur des maisons.

En plus de ces liens affectifs, d'autres familles ont maintenu des liens sociaux à travers des parents restés après l'indépendance, qui ont circulé entre les deux pays au gré de la guerre civile (circulation qui a reposé sur la bi-résidence et la bi-nationalité). C'est notamment le cas des familles dans lesquelles il y a eu des unions mixtes. C'est en mobilisant ces liens sociaux (et politiques) que des entrepreneurs portugais ont investi dans des activités économiques transnationales en Angola, à partir de la fin des années 1990, après la période de transition vers l'économie de marché (Vidal & Pinto de Andrade 2011).

L'étude des parcours migratoires des individus issus de familles de rapatriés ne permet pas de montrer que leur mobilité initiale a reposé sur ce type de liens sociaux, mais révèle qu'il s'agit le plus souvent d'individus

36. La *saudade* se traduit difficilement par « “mal du pays”, “nostalgie”, “absence regrettée de quelqu'un ou de quelque chose que l'on aime”, “souvenir (et nostalgie) d'un état de bien-être passé”, [elle] est l'une des principales figures utilisées aujourd'hui pour parler des prétendues particularités de “l'âme nationale” portugaise » (LEAL 1999 : 177). Pour les émigrants portugais, la notion est devenue « une métaphore de leur appartenance au Portugal » (*ibid.* : 184). Dans la perspective d'une anthropologie des émotions propre à l'espace lusophone, M. SOARES (2001) l'envisage aussi comme une culture du « être triste ensemble ».

37. Les thèmes idéologiques du côtoisement, du mélange, du métissage avec d'autres peuples et cultures et d'une colonisation plus « harmonieuse » que celle des autres empires européens, sont encore aujourd'hui un marqueur fort de l'auto-perception de la nation portugaise ; il s'agit là d'une persistance de l'idéologie du lusotropicalisme mentionnée plus haut.

38. Qui raconte aussi l'arrivée dans un pays « gris et misérable ». Mes interlocuteurs racontent que leurs compatriotes avaient peur d'eux, de leurs libertés (les anecdotes du coca-cola autorisé en Angola mais pas au Portugal ou encore du *rock n' roll* sont souvent reprises), réaction à l'autocensure intériorisée pendant les cinquante années de la dictature.

rapatriés très jeunes, qui n'ont pas de souvenir propre de l'expérience africaine (à l'exception d'António) — et donc pas la même crainte que leurs aînés de ne pas retrouver le pays tant aimé ; ils montrent aussi qu'ils ont mobilisé un imaginaire transmis par la mémoire familiale. Nuno, l'architecte, raconte : « J'ai grandi en entendant de belles histoires sur l'Angola. Mes parents y ont vécu de nombreuses années, ils en parlaient si bien que j'ai imaginé pouvoir rester ici dix ans [...]. En arrivant j'ai compris que ce n'était pas ce que j'avais imaginé, ce dont j'avais entendu parler : ce n'était plus ce pays [...]. Du fait des relations étroites entre le Portugal et l'Angola, la majorité des Portugais a une idée différente de celui qui ne connaît pas l'Afrique. Ils pensent que l'Angola est un peu plus européen mais en vérité c'est bien l'Afrique. » Contrairement à leurs aînés, ces jeunes migrants/mobiles n'ont pas le deuil à faire d'un pays « qui n'existe plus » et l'on observe chez eux la construction d'une relation à ce territoire qui leur est propre, fondée sur un sentiment d'appartenance au pays, mais à son futur plutôt qu'à son passé. Dans leur cas, la nationalité angolaise acquise en cours de la migration a constitué un capital économique et de mobilité — António explique : « J'aurais aussi pu aller en France, mais je suis venu ici parce que j'avais la nationalité angolaise, cela aidait » — en leur permettant de rester en Angola plus de trois ans et de pouvoir s'y projeter comme entrepreneur (projet d'António). Mais l'acquisition de la nationalité angolaise les a aussi inscrits dans un projet de société, faisant naître le sentiment « d'appartenir à une société en construction, comme l'a été le Portugal dans les années 1980 : de nouvelles lois, de nouvelles infrastructures, de nouveaux projets de développement [...]. Au Portugal, je sentais que je ne faisais pas partie de cela, que je ne profitais pas du fait d'être Angolais » (António). Un sentiment d'appartenance et une volonté d'inscription dans un projet collectif³⁹ absents chez les expatriés dépourvus de liens familiaux passés avec l'Angola. Ces derniers expliquent généralement ne pas aimer y vivre et travailler : ils s'y trouvent pour des raisons professionnelles et économiques mais d'où ils espèrent rentrer au plus tôt. L'observation de pratiques de sociabilité dans des espaces définis par le statut économique des individus, comme les plages privées de l'Île de Luanda, montre l'existence d'un discours raciste de certains Portugais expatriés à l'encontre des Angolais : sur le corps « noir », la sexualité débridée, le viol des femmes « blanches ». Une représentation racialisée de l'altérité que l'on observe aussi chez les mobiles/migrants binationaux mais sous la forme d'un discours sur le métissage et, en particulier un discours qui valorise la propension au métissage des Portugais dont ils sont l'illustration : « Les Portugais sont de manière générale ceux qui se mélangent le plus ici dans la société, y compris comparé aux Brésiliens. [...] Peut-être du fait de l'histoire coloniale du pays, il y a beaucoup d'Angolais qui n'aiment pas les Portugais et préfèrent les Brésiliens, se considérant

39. N'ayant pas pu approfondir cet aspect, je reste ici volontairement floue, mes interlocuteurs refusant généralement de parler de politique.

plus proches d'eux. Mais en réalité les Brésiliens ne se mélangent pas aux Angolais. [...] Ils restent entre eux contrairement aux Portugais. » Ce type de discours, qui reprend des idéologies coloniales (ici sur la race et la propension au métissage des Portugais) (Fry 2005) constitue un défi pour le chercheur qui tente de trouver d'autres voies au postulat d'une continuité sous-jacente aux représentations et aux comportements de l'époque coloniale à la période contemporaine.

Un aspect différencie les descendants de rapatriés entre eux, qui nous ramène à la distinction précédemment proposée entre individus très mobiles et ceux qui à l'instar d'António cherchent « à se fixer » en Angola : la posture mémorielle. J'ai pu en effet observer deux types de rapport au passé familial dans l'Angola coloniale : la mise à distance de ce passé, caché, honteux ou, au contraire, son appropriation. Les histoires de Nuno et d'António nous montrent qu'une fois arrivés en Angola ils sont tous les deux allés à la recherche de la maison familiale, avec en poche des anciennes photos rapportées du Portugal, pour retrouver ce lieu de mémoire familiale. Nuno raconte très brièvement cet épisode : « J'y suis allé, cela m'a pris deux jours car la route n'était pas asphaltée à l'époque. J'ai photographié la maison où je suis né. J'ai été ému. J'ai appelé mes parents. [...] Le mari a dit que la maison était à eux, que beaucoup de temps avait passé. J'ai acquiescé, dit qu'en effet la maison était à eux, que c'était juste de la curiosité car j'étais né ici dans cette maison, mais ils m'ont dit que non, qu'ils ne me laisseraient pas entrer [silence]. » Il raconte aussi échanger quelques mots en kimbundu lorsqu'il parle au téléphone avec son père et utiliser lors de ces conversations les noms des villes coloniales (Nova Lisboa pour l'actuelle Huambo, Sá da Bandeira pour Lubango). Mais l'évocation de ce passé semble le mettre mal à l'aise, et ce n'est manifestement pas cet aspect biographique qu'il cherche à mettre en avant, comme s'il avait intériorisé la temporalité officielle d'un pays qui tourne le dos au passé, la loi d'amnistie et la politique de reconstruction nationale inscrivant le pays dans une temporalité future. Nuno raconte beaucoup plus volontiers son insertion dans l'économie et la société angolaises, le couple qu'il forme avec sa femme brésilienne et leurs pratiques de sociabilité.

António quant à lui relate volontiers sa découverte des lieux de mémoire familiale, tels des pièces d'un puzzle qu'il semble petit à petit reconstituer, et notamment les lieux où son grand-père maternel avait son activité commerciale. Après une première installation à Luanda, puis une deuxième tentative dans une province voisine, ce n'est pas par hasard s'il s'est installé dans la ville portuaire où son grand-père faisait du commerce. Dans son cas, la « fixation » à laquelle il aspire sur le territoire angolais — qui prendrait la forme d'une migration familiale puisqu'il espère faire venir femme et enfants — prend aussi la forme d'une fixation temporelle, dans le passé.

Le lieu d'installation de ces individus (Luanda/villes de province), pour ceux qui ont la possibilité de repenser leur projet migratoire après une première expérience, est aussi significatif de ce rapport au temps. Alors que

la vie dans la capitale oblige ces travailleurs mobiles/immigrants à des interactions sociales avec les élites liées au régime — Luanda étant une de ces « villes où le parti au pouvoir au niveau national domine toutes les échelles de la vie publique locale »⁴⁰, faire le choix de partir vivre dans une ville de province (Lobito et Benguela sont souvent mentionnées) peut aussi signifier fuir la recomposition des hiérarchies sociales en court, de manière exacerbée, dans la Luanda postcoloniale.



« Retour » en Afrique et circulation dans l'espace lusophone

La problématique de la mobilité de travail, ou migration économique, des Portugais en Angola soulève un certain nombre de questions — des hiérarchies sociales, des représentations de l'altérité, ou encore du sens donné à la mobilité — qui nous aident à penser les représentations « européennes » des sociétés africaines et la place des Européens dans celles-ci, au-delà d'un discours sur les nostalgies postcoloniales (Gilroy 2005). Dans cette perspective, si l'exemple portugais semble attirant du fait d'un renversement radical des rapports de pouvoir entre une ex-colonie et son ancienne métropole — venant d'ailleurs alimenter le débat entre certains intellectuels portugais qui se demandent si le Portugal est vraiment un pays européen⁴¹ —, l'analyse de parcours de vie de migrants/mobiles et de leurs subjectivités permet de poser un regard plus nuancé sur ces questions.

Les projets de départ en Angola s'inscrivent dans des stratégies avant tout professionnelles et socioéconomiques. Tous, « expatriés » et « migrants », aspirent à une ascension sociale et à des gains économiques importants et rapides, mis à profit lors du retour au Portugal, ou éventuellement dans la société angolaise pour ceux qui aspirent à y rester quelques années ; il s'agit généralement d'individus ayant des liens familiaux passés avec l'Angola. Pour les premiers, les séjours en Angola renvoient à un temps entre parenthèses de leur existence sociale devant leur permettre de sortir d'une précarité économique et donc de « devenir adulte » (van de Velde 2008) une fois de retour.

L'émigration portugaise étant un phénomène de grande ampleur qui touche aujourd'hui tous les milieux sociaux, chacun connaît des personnes ayant fait l'expérience de l'émigration. Ce qui conduit à penser que l'Afrique constitue pour certains de ces migrants européens une stratégie d'évitement

40. <Chloebuire.blogspot.fr>, consulté le 23 juin 2015.

41. Voir C. M. RIBEIRO (2002) qui reprend les thèses du sociologue B. DA SOUSA SANTOS (1996).

d'un déclassé social que beaucoup de travailleurs diplômés vivent en tant qu'« immigrés » dans des pays occidentaux. Tous aspirent en effet à un statut social en tant que travailleurs diplômés dans un pays africain en voie de développement. Cette idée est chez certains fondée sur des représentations hiérarchisées des rapports Nord/Sud : l'idée « qu'ils [les Africains] ont besoin de nous », ne tient pas compte de la complexité de la réalité. Si l'Angola a dû faire face à une pénurie de professionnels qualifiés à la fin de la guerre, aujourd'hui les relations luso-angolaises sont de plus en plus asymétriques en défaveur du Portugal qui a vu depuis 2006-2007 ses entreprises rachetées par des capitaux angolais. Par ailleurs, beaucoup de travailleurs mobiles partent en mission en Angola sans contrat d'expatriation, ce qui peut remettre en cause leur statut de privilégié à Luanda, l'une des villes les plus chères au monde.

Enfin, pour certains, le choix de l'Afrique est lié à un passé national (impérial) et familial réinvesti de différentes manières. De ce rapport au passé porteur d'une continuité dans le présent et l'avenir se dégage la figure du travailleur lusophone très mobile et cosmopolite pour lequel l'espace lusophone constitue non pas un désir « d'Ailleurs fantasmé » (Fouquet 2007) mais une aspiration à circuler dans un vaste espace de l'« Autre proche », non moins fantasmé : « *Fez-me sentir no Brazil* » « Je me suis senti au Brésil » m'expliquait un interlocuteur pour décrire ses impressions en arrivant en Angola.

Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain, équipe Centre Edgar Morin, EHESS, CNRS, Paris ; Centro em Rede de Investigação em Antropologia, Faculdade de Ciências Sociais, Universidade Nova de Lisboa, Lisbonne.

BIBLIOGRAPHIE

- AIRES OLIVEIRA, P. & CASTELO, C.
2005-2006 *Cadernos de Estudos Africanos*, numéro thématique : « Memórias coloniais », 9-10 (juillet 2005/juin 2006).
- ALEXANDRE, V.
2000 *Velho Brasil, Novas África. Portugal e o Império (1808-1975)*, Porto, Afrontamento.
2004 « The Portuguese Empire, 1825-90 : Ideology and Economics », in O. P. GRENOUILLEAU (ed.), *From Slave Trade. Europe and the Colonization of Black Africa 1780s-1880s*, London, Routledge : 110-132.
- ANDRIJASEVIC, R. & ANDERSON, B.
2009 « Conflicts of Mobility : Migration, Labour and Political Subjectivities », *Subjectivities*, 29 : 363-366.

BAUSSANT, M.

2002 *Pieds-Noirs : Mémoires d'exils*, Paris, Stock.

BAUSSANT, M., DOS SANTOS, I., RIBERT, E. & RIVOAL, I. (DIR.)

2015 *Migrations humaines et mises en récit mémorielles. Approches croisées en anthropologie et préhistoire*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest.

BECK, U.

2006 *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?*, Paris, Aubier.

CAHEN, M.

1997 « Des caravelles pour le futur ? Discours politique et idéologie dans "l'institutionnalisation" de la Communauté des pays de langue portugaise », *Lusotopie* : 391-433.

2012 « "Portugal Is in the Sky" : Conceptual Considerations on Communities, Lusitanity, and Lusophony », in E. MORIER-GENOUD & M. CAHEN (eds.), *Imperial Migrations : Colonial Communities and Diaspora in the Portuguese World*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan : 297-315.

CASTELO, C.

1999 *O Modo Português de Estar no Mundo : Luso-Tropicalismo e a Ideologia Colonial Portuguesa (1933-1961)*, Porto, Edições Afrontamento.

2007 *Passagens para África. O Povoamento de Angola e Moçambique com Naturais da Metrópole (1920-1974)*, Porto, Edições Afrontamento.

CONCHIGLIA, A.

2012 « L'Angola au secours du Portugal. La revanche de l'ancien colonisé », *Le Monde diplomatique*, mai : 18-19.
<<http://www.monde-diplomatique.fr/2012/05/CONCHIGLIA/47660>>.

DOS SANTOS, I.

2007 « Les Luso-descendants : une nouvelle première génération d'émigrants ? », *Agora débats/jeunesse*, 45 : 44-54.

2013 « L'émigration au Portugal : avatar d'un pays semi-périphérique, métropole postcoloniale », *Hommes et Migrations*, 1302 : 157-161.

2015 « Identité collective et construction politique d'une diaspora : usages du passé dans la migration portugaise », in M. AMAR, H. BERTHELEU & L. TEULIÈRES (dir.), *Mémoires des migrations et temps de l'histoire*, Tours, Presses universitaires François Rabelais : 139-157.

ENDERS, A.

2013 [1995] *Histoire de l'Afrique lusophone. Sao Tomé-et-Principe, Guinée-Bissau, Mozambique, Cap-Vert, Angola*, Paris, Chandeigne.

FELDMAN-BIANCO, B.

1995 « A criação de uma nação (portuguesa) desterritorializada e a transnacionalização de famílias », *Cadernos CERU*, 6 : 89-104.

2001 « Brazilians in Portugal, Portuguese in Brazil : Constructions of Sameness and Difference », *Identities. Global Studies in Culture and Power*, 8 (4) : 607-650.

FOUQUET, T.

2007 « Imaginaires migratoires et expériences multiples de l'altérité : une dialectique actuelle du proche et du lointain », *Autrepart*, 1 : 83-98.

FRY, P.

2005 *A persistência da raça : ensaios antropológicos sobre o Brasil e a África Austral*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.

GILROY, P.

2005 *Postcolonial Melancholia*, New York, Columbia University Press.

HENRIQUES, I. C.

1995 *Commerce et changement en Angola au XIX^e siècle : Imbangala et Tshokwe face à la modernité*, Paris, L'Harmattan.

KING, R. & CHRISTOU, A.

2010 « Diaspora, Migration and Transnationalism : Insights from the Study of Second-Generation "Returnees" », in R. BAUBÖCK & T. FAIST (eds.), *Diaspora and Transnationalism : Conceptual, Theoretical and Methodological Challenges*, Amsterdam, Amsterdam University Press : 167-183.

LEAL, J.

1999 « Saudade, la construction d'un symbole : "Caractère national" et identité nationale », *Ethnologie française*, XXIX (2) : 177-189.

LEVITT, P. & WATERS, M. C. (EDS.).

2002 *The Changing Face of Home : The Transnational Lives of the Second Generation*, New York, Russell Sage Foundation.

LIMA, J.

2013 « Des "Printemps arabes" à la "nouvelle révolution" en Angola. Mobilisation et contestation politique dans l'après-guerre », *Afrique contemporaine*, 1 : 23-36.

LUBKEMANN, S. C.

2002 « The Moral Economy of Portuguese Postcolonial Return », *Diaspora*, 11 (2) : 189-213.

LUSOTOPIE

1997 « Lusotropicalisme. Idéologies coloniales et identités nationales dans les mondes lusophones », <<http://www.lusotopie.sciencespo-bordeaux.fr/somma97.htm>>.

MACHADO, F. L.

2009 « Quarenta anos de imigração africana : um balanço », *Ler História*, 56 : 135-165.

MADEIRA-SANTOS, C.

2009 « Écrire le pouvoir en Angola. Les archives ndembu (XVII^e-XX^e siècles) », *Annales (HSS)*, 4 : 767-795.

DE MATOS, P. F.

2013 [2006] *The Colours of the Empire. Racialized Representations during Portuguese Colonialism*, New York-Oxford, Berghahn.

MESSIANT, C.

2008 *L'Angola postcolonial. T. 1 : Guerre et paix sans démocratisation*, Paris, Khartala.

2009 *L'Angola postcolonial. T. 2 : Sociologie politique d'une oléocratie*, Paris, Khartala.

MORIER-GENOUD, E. & CAHEN, M.

2012 « Introduction : Portugal, Empire, and Migrations. Was There Ever an Autonomous Social Imperial Space ? », in E. MORIER-GENOUD & M. CAHEN (eds.), *Imperial Migrations : Colonial Communities and Diaspora in the Portuguese World*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan : 1-28.

MORIER-GENOUD, E. & CAHEN, M. (EDS.)

2012 *Imperial Migrations : Colonial Communities and Diaspora in the Portuguese World*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan.

OBSERVATÓRIO DA EMIGRAÇÃO

2014 *Portuguese Emigration Factbook 2014*, Lisbonne, Observatório da Emigração, CIES-IUL, ISCTE-IUL DOI : <10.15847/CIESOEMFB2014>.

PÉLISSIER, R.

1978 *La colonie du Minotaure. Nationalisme et révoltes en Angola : 1926-1961*, Orgeval, Éditions Péliissier.

PENA PIRES, R. ET AL.

1984 *Os Retornados : um estudo sociográfico*, Lisbonne, Instituto de Estudos para o Desenvolvimento.

PESTANA, N. (ED.)

2014 *Relatório social de Angola*, Luanda, Centro de Estudos e Investigação Científica, Universidade Católica de Angola.

PIOT, C.

2012 *Nostalgia for the Futur : West Africa After the Cold War*, Chicago, Chicago University Press.

PORTES, A. & BOROCZ, J.

1989 « Contemporary Immigration : Theoretical Perspective on Its Determinants and Modes of Incorporation », *International Migration Review*, 23 (3) : 606-630.

RIBEIRO, C. M.

2002 « Empire, Colonial War and Postcolonialism in the Portuguese Contemporary Imagination », *Portuguese Studies*, 18 : 132-214.

SAADA, E.

2007 *Les enfants de la colonie. Les métis de l'Empire français entre sujétion et citoyenneté*, Paris, La Découverte.

SOARES DE OLIVEIRA, R.

2015 *Magnificent and Beggar Land. Angola since the Civil War*, London, C. Hurst & Co Ltd.

SOARES, M.

2001 « Des émotions métissées. Hétéronymie et dynamique de l'altérité dans la saudade luso-afro-brésilienne », in F. LAPLANTINE, J.-B. MARTIN & I. PORDEUS (dir.), *Usages sociaux de la mémoire et de l'imaginaire au Brésil*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, CREA : 259-270.

DA SOUSA SANTOS, B.

1996 *Pela Mão de Alice. O Social e o Político na Pós-Modernidade*, Porto, Afrontamento.

TROVAO, S. & BATOREU, F.

2013 « What's New about Muslim Ismaili Transnationalism ? Comparing Business Practices in British East Africa, Colonial Mozambique and Contemporary Angola », *African and Asian Studies*, 12 (3) : 215-244.

VAN DE VELDE, C.

2008 *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, PUF.

VIDAL, N. & PINTO DE ANDRADE, J. (EDS.).

2011 *Economia Política e Desenvolvimento em Angola*, Luanda, Chá de Caxinde-Angola & Portugal.

WHEELER, D. & PÉLISSIER, R.

2009 *História de Angola*, Lisbonne, Tinta da China.

RÉSUMÉ

Depuis la fin de la guerre civile angolaise, en 2002, les flux migratoires de Portugais à destination de cette ancienne colonie africaine ont beaucoup augmenté. Qui sont précisément ces Portugais qui décident de partir travailler en Angola et quelles sont leurs motivations ? Quelles aspirations et quels imaginaires fondent leurs mobilités ? Quelles ressources économiques, sociales, culturelles, identitaires, voire mémorielles sont mobilisées dans ces parcours ? Quel sens donnent-ils aux lieux et aux espaces où ils se déplacent et à leurs propres expériences du déplacement ? Cet article interroge l'articulation entre les notions de subjectivités migrantes et celles de mémoires familiales et de liens intergénérationnels dans le cadre de migrations européennes vers l'Afrique, historiquement associées aux empires coloniaux.

ABSTRACT

Angola : An Eldorado for the Portuguese Youth ? Imagined Worlds and Mobility Experiences in the Lusophone World. — Since the end of the civil war in Angola, in 2002, migrations from Portugal to its former have increased significantly. Who

precisely are the Portuguese who decide to go and work in Angola, and what are their motivations? On which aspirations and imaginaries are their mobility based? Which economic, social, cultural resources, as well as the factors related to identity and memory, are being mobilized in these trajectories? What meanings do they bestow on the places and spaces they travel to and across, as well as on their own experience of mobility? This article examines the articulation between the notions of migrant subjectivities, family memories, and intergenerational bonds within the framework of European migrations to Africa that are historically associated to the colonial empires.

Mots-clés/Keywords : Portugal-Angola, imaginaires sociaux, migration économique/mobilité de travail, monde lusophone/*Portugal-Angola, social imaginary, economic migration/work mobility, Lusophone world.*